

## [Text]

The Committee agrees with this recommendation, noting that Canada has legislated technical standards and specifications more extensively than most other countries. **Wherever possible, the Committee believes that technical regulations and standards should be specified in terms of performance rather than design requirements.**

## Conclusions

The Committee concludes that **industry is unlikely to make major investments in technological innovation, no matter how much direct support government makes available for this purpose, unless the overall economic and social climate is generally encouraging to investment.** The Committee generally agrees with Dr. Neufeld who told it that:

The first lesson to be learned from the past is that policies directed specifically towards productivity improvement are unlikely to show good results if the general economic environment is one of substantial instability . . .

Viewed in this way it is apparent that a policy of maintaining a stable macroeconomic environment should be regarded as essential for achieving the industrial policy objectives of greater efficiency and product innovation. (1-32-12:7)

## Technology Policy

The Committee recognizes that there is a need for government financial support to encourage industry to invest in the development and application of technology, although witnesses were divided both on the need for such measures and on their effectiveness. At one extreme, Dr. Walker told the Committee that, "It may come as no surprise to any of you to learn that I am deathly opposed to subsidies of any kind. But I am particularly opposed to subsidies and special tax treatment for high technology industries. The main reason is because of their perverse distributional nature", (1-32-9:8) which he went on to explain "involves a redistribution from low-income taxpayers to high-income taxpayers". (1-32-9:9) He also questioned the effectiveness of present subsidies and the way they are administered. "I am convinced", he told the Committee, "that much of the research and development subsidy provided by the Government of Canada is absorbed and, hence, wasted, by imperfections generated by government and non-government institutions elsewhere in our economy". (1-32-9:6) He favoured policies that promote and facilitate the normal process of the marketplace and adaption to its changing requirements.

Dr. Stuart L. Smith, Chairman of the Science Council, represented the other extreme. He said, "When you look at the low R&D, most of the low performance is in our industrial sector. That is, in my view, because of the fact that our industrial sector is not oriented to the marketplace in the way I outlined earlier. A pull is not occurring from the international marketplace to our industrial sector to keep up with competitors and to anticipate the market changes". (1-32-3:12) He noted that, with the exception of the United States, most other industrial-

## [Traduction]

Le Comité souscrit à cette recommandation en soulignant que la réglementation canadienne en matière de normes et de spécifications techniques est beaucoup plus poussée que celle de la plupart des autres pays. **Le Comité estime que les règlements et normes techniques devraient, dans la mesure du possible, tenir compte du rendement plutôt que des exigences relatives à la conception.**

## Conclusions

Le Comité conclut que **l'industrie ne consentira sans doute pas de gros investissements dans les technologies innovatrices, quelle que soit l'aide directe que le gouvernement lui offrira à cette fin, à moins que la conjoncture économique et le climat social l'y incitent.** De façon générale, le Comité convient avec M. Neufeld que:

«la première leçon à tirer du passé, c'est qu'il est peu probable que des politiques visant expressément à accroître la productivité donnent de bons résultats si le climat économique est très instable . . .

Vu sous cet angle, il est évident qu'une politique destinée à assurer un milieu macro-économique stable devrait être jugée indispensable à la réalisation des deux objectifs de la politique industrielle, soit une efficacité accrue et la création de nouveaux produits.» (1-32-12:7).

## Politique technologique

Le Comité admet que des programmes financiers gouvernementaux sont nécessaires pour encourager l'industrie à investir dans le développement et l'application de nouvelles technologies, mais des divergences d'opinions sont apparues entre les témoins sur l'utilité et l'efficacité de telles mesures. D'une part, M. Walker a dit au Comité: «Vous ne serez sans doute pas surpris d'apprendre que je m'oppose farouchement à tout genre de subvention. Je suis tout particulièrement contre les subventions et les avantages fiscaux qu'on accorde aux industries de haute technologie en raison surtout de la façon honteuse dont ils sont distribués» (1-32-9:8), ce qu'il a expliqué en ajoutant que ces subventions «font que les contribuables à faibles revenus financent les contribuables à revenus élevés» (1-32-9:9). Il a aussi mis en doute l'efficacité des subventions actuelles et critiqué la façon dont elles sont accordées. «Je suis convaincu, a-t-il dit au Comité, «qu'une grande partie des subventions accordées par le gouvernement fédéral à la recherche-développement est absorbée, et donc gaspillée, par les problèmes que causent les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux à d'autres secteurs de notre économie» (1-32-9:6). Il s'est prononcé en faveur de politiques qui favorisent et facilitent l'action naturelle du marché et l'adaptation à ses besoins changeants.

D'autre part, M. Stuart L. Smith, président du Conseil des sciences, a dit: «En matière de R-D, le rendement le plus faible se situe au niveau du secteur industriel. À mon avis, cette situation est attribuable au fait que notre secteur industriel n'est pas sensible aux forces du marché, comme je l'ai indiqué plus haut. Il ne se sent pas poussé par les marchés internationaux à relever le défi de la concurrence et à prévoir l'évolution du marché» (1-32-3:12). M. Smith a signalé que la plupart des autres pays industrialisés, à l'exception des États-Unis se sont